

Articles

- 1** Éditorial : Centres fermés pour jeunes délinquants : chers payés pour peu de résultats attendus, par *Jean-Pierre Bartholomé*
- 11** Aide sociale et urgence : l'avis du commissaire du gouvernement, par *Jean-Pierre Bartholomé*
- 15** L'assistance éducative après le décret du 15 mars 2002, par *Yann Favier*
- 25** Aperçu de droit comparé, par *François Touret de Courcy*
- 28** Les enjeux actuels de l'assistance éducative, par *Jacqueline Rubbelin-Devichi*
- 32** Les centres éducatifs fermés : contradictions et alternatives, par *Roland Janvier*
- 35** L'Union européenne et le regroupement familial : des droits minimaux à un minimum de droits, par *Jean-Luc Rongé*
- 43** La déontologie contre les bavures ? par *Jacques Trémintin*
- 44** La consécration par la CEDH d'un droit «virtuel» de connaître ses origines : l'affaire Odièvre, par *Odile Roy*

Travaux parlementaires

- 48** Famille - Divorce - Autorité parentale conjointe - Autorisation de sortie du territoire - Application
- 48** Handicapés - Etablissements - Capacités d'accueil - Nord
- 48** Handicapés - Sourds et malentendants - Langue des signes - Officialisation

Jurisprudence

Cour Eur. D.H.
13 février 2003

Respect de la vie privée - Obligations positives - Marge d'appréciation - Discrimination - Naissance - Épuisement des voies de recours internes - Non-violation de l'art. 8 - Non-violation de l'art. 14 et 8.

+ *Opinion dissidente commune*

Voy. le commentaire d'Odile Roy, p. 44 de ce numéro.

49

C.E. - 21 mars 2003
N° 250.777

ASE - L'aide sociale devait être interrompue pour la seule raison qu'elle n'avait pas vocation à se prolonger dans le temps (non) - L'injonction doit être une mesure impliquée nécessairement par la décision de suspension - L'injonction au département d'octroyer l'aide ne l'était pas - Annulation de l'injonction.

Voy. le commentaire de Jean-Pierre Bartholomé, p. 11 de ce numéro.

55

T.A. Toulouse
6 décembre 2002

Enseignement (éducation spécialisée) - Référé-liberté - Droit à l'instruction - Liberté fondamentale.

Commentaire de Jean-Luc Rongé.

56

T.G.I. Bourg-en-Bresse
8 janvier 2003

Droit pénal - Mise en péril des mineurs (art. 227-17 CP) - Négligences dans l'éducation.

Commentaire de Jean-Luc Rongé.

58

